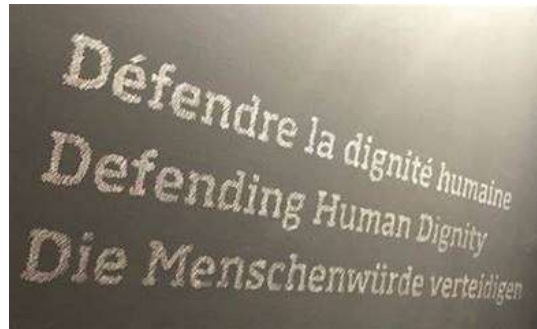




1.03.2023

## Que se passe-t-il à la Commission ?



Comme nous l'avons tous lu dans la presse nationale comme internationale:

<https://www.thetimes.co.uk/article/eu-staff-insulted-by-accusation-of-cocaine-use-vpg80zrh>

<https://www.brusselstimes.com/brussels/370125/a-lot-of-people-working-for-eu-institutions-use-drugs-says-brussels-minister-smet>

<https://www.dhnet.be/actu/belgique/2023/02/13/pascal-smet-scandalise-les-eurocrates-avec-ses-propos-a-schuman-on-vend-aussi-de-la-drogue-mais-probablement-plus-blanche-QEOPAOSDNRAXXGTHVGBDTFJUA/>

un politicien belge en charge du développement de ... la ville de Bruxelles, déclare que nombre d'agents des Institutions consommeraient des drogues.

Ce message, par sa large répercussion, donne évidemment une image des plus négatives des collègues, même si l'on fait la part de l'outrance.

Ce qu'il faut retenir en particulier, c'est que sur plus d'une dizaine d'articles sur cette affaire, un seul est venu contredire les propos outrageants de ce politicien par la voix du Président du Conseil de l'Union européenne.

Pourquoi ce point est important ? tout simplement parce que cela apporte une double démonstration : le premier aspect étant que les hauts fonctionnaires qui étaient présents lors de cette réunion, peu importe qu'elle soit interne ou externe, n'ont pas contredit le politicien belge, ce qui est une gifle à tous les agents dont beaucoup ont dédié leur vie aux Institutions.. Le second aspect hautement regrettable, est qu'après que ces propos se soient propagés comme une traînée de poudre, personne de la haute hiérarchie de la Commission, des Commissaires à notre Présidente, n'a pris la parole pour défendre leur propre institution, alors que nous disposons d'une nombre impressionnant de "porte-parole" qui s'expriment tous les jours avec prolixité sur n'importe quel sujet.

Le second élément est que nos Institutions n'ont plus guère de considération pour nous, mais surtout que si la déclaration de ce politicien local n'avait été que simplement rapportée par quelque employé que ce soit à savoir qu'on désigne nos collègues comme des 'drug addicts', nous aurions dû être entraînés non seulement devant l'IDOC sur base de l'article 12 du Statut, mais aussi devant les cours et tribunaux

à divers niveaux. Pire encore, une personne qui aurait entendu des propos diffamatoires aurait dû rapporter ces propos auprès de notre administration pour passer aussi devant une procédure contentieuse en vue de défendre les intérêts et la dignité de nos collègues.

Quelle confiance ont donc encore nos hauts fonctionnaires dans le personnel, ou, pire encore, quelle confiance pouvons-nous encore avoir en eux ?

Devons-nous dire que ce n'est pas grave devons-nous faire comme si rien n'avait été prononcé et "passer l'éponge" ?

Devons-nous comprendre que les agents des institutions sont des gibiers de promotion immobilière de grands groupes qui ont besoin de développer des quartiers en déficit de hauts revenus, dans une ville qui doit tant, à tous égards, à la présence des Institutions ?

Force est de rappeler qu'aujourd'hui et pour le futur beaucoup des nouveaux collègues ne peuvent plus être considérés comme disposant de haut revenus; rappelons à cet égard que presque 40% de nos collègues sont des Agents Contractuels des SC, ou encore AST à bas revenus. Il faut bien rappeler qu'aujourd'hui, le salaire moyen de certains de nos collègues ne soutient plus la comparaison avec celui le secteur public à travail équivalent ?

À vrai dire, même si ce politicien sous la pression médiatique vient faire son mea culpa en affirmant que ses propos ont été mal interprétés (dixit non) ou toute autre excuse, l'affaire ne doit pas être étouffée. Au contraire, il faut refuser un transfert de milliers de fonctionnaires vers des zones où rien n'a été fait préalablement pour améliorer la qualité de vie.

Le personnel des Institutions ne doit pas être instrumentalisé à des fins politiques ou financières, ni au bénéfice des politiciens belges surfant sur la vague anti-européenne, ni à celui de nos propres responsables politiques, qui doivent se garder de toute complaisance.

À cette fin **La FEDERATION (FFPE)** propose que toute personne qui se sente lésée par ces propos fasse un recours article 24 car trop c'est trop...

À cela **La FEDERATION (FFPE)** demande à notre haute hiérarchie d'avoir le courage de défendre aussi la dignité des collègues; nul ne peut être accusé à tort ou sans preuve, sauf à être d'accord avec les propos insultants et démagogiques d'un politicien de la ville de Bruxelles, ville de nos institutions, mais où la plus grande majorité des collègues habite aussi....

**La FEDERATION (FFPE)** demande que la dignité de tous nos collègues soit respectée et elle demande publiquement à ce politicien de retirer ses propos. Depuis 60 ans la FFPE n'a jamais entendu des propos aussi injurieux pour les collègues.

Cela suffit, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Commissaires agissez, votre personnel le mérite !

**La Fédération**  
**Vous ne serez jamais seul !**